



Bulletin de Justice N° 72 du 31 Juillet 2024

BURUNDI – BONNE GOUVERNANCE

**CRÉER DES CONDITIONS DE STABILITÉ EN LIEU ET PLACE
DES DISCOURS DÉMAGOGIQUES NIENT LA PAUVRETÉ ET LES
VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS**



1° Evariste Ndayishimiye, au milieu d'une forte délégation qui a visité le Burundi du 4 au 7 juillet 2024 (Gros plan)

2° A la même période, l'Ambassadrice du Burundi en Suisse s'attaquant au mandat du Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme au Burundi à Genève le 4 juillet 2024 (Coin à gauche)

Depuis plus de trois ans, le Burundi évolue sous l'ombre d'une crise économique et sociale aiguë, caractérisée par des pénuries de devises et de carburant, entraînant une hausse vertigineuse des prix des produits de première nécessité. Le pays fait également face aux graves conséquences des aléas climatiques récents, qui ont dévasté d'importantes infrastructures socio-économiques et créé un besoin urgent d'assistance humanitaire.

C'est dans cette morosité ambiante, marquée par une pauvreté omniprésente, la criminalité croissante et les violations des droits de l'homme que le 62^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burundi a été célébré le 1^{er} juillet 2024.

Malgré cette situation alarmante, le discours du Président Evariste Ndayishimiye à l'occasion de cette circonstance ineffable a surpris plus d'un. En effet, au lieu de proposer des solutions concrètes aux défis auxquels le pays est confronté, le Président s'est contenté d'affirmer que le Burundi n'était pas un pays pauvre et que la jeunesse du pays était active, excepté les paresseux.

Cependant, le microcosme politique de Gitega reste conscient que cette mauvaise conjoncture socio-économique place le CNDD-FDD au pouvoir dans une position inconfortable en plein processus électoral 2025-2027.

C'est sans conteste la raison derrière une vaste opération de séduction du public, menée par le Président Evariste Ndayishimiye, pour dissiper le malaise social manifeste et rehausser sa popularité. En effet, depuis le 9 juillet 2024, Ndayishimiye a entamé « **la caravane inkebuzo** » à partir de la commune de Mugina en province de Cibitoke qui devait le conduire dans les 18 provinces du pays. C'est également au cours de ces descentes sur le terrain que Ndayishimiye a annoncé en grande pompe la découverte d'une faramineuse mine de cassitérite de Murehe, au Nord du pays, qui « **va sortir le pays de la pauvreté** ».

Toutefois, cette sorte de campagne présidentielle, qui s'apparente à une propagande électorale à peine camouflée, se heurte à un mécontentement public qui se manifeste déjà par des tracts découverts ici et là depuis le 1^{er} juillet 2024, invitant le Président Ndayishimiye à démissionner pour ne pas avoir trouvé des solutions concrètes aux défis auxquels le pays est confronté.

Entre-temps, le Gouvernement fait toujours la sourde oreille aux appels incessants des acteurs nationaux et internationaux pour le respect de ses engagements en matière des droits de l'homme.

Le dernier exemple en date est sans nul doute les propos de Mme Elisa Nkerabirori, Ambassadrice du Burundi en Suisse, qui a qualifié le mandat du Rapporteur Spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Burundi de « **mécanisme mis en place sur base de la calomnie et d'infamie à l'endroit de ses instances étatiques et de toute une population** », lors du dialogue interactif sur le Burundi tenu le 4 juillet 2024 dans le cadre de la 56^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme à Genève.

Cette édition du Bulletin de Justice a pour but de mettre en lumière les enjeux à l'approche des élections de 2025 et de plaider pour des mesures appropriées afin de prévenir l'aggravation de la crise.

La première partie évoque le climat délétère dans lequel le 62^{ème} anniversaire de l'indépendance a été célébré sans que le discours présidentiel n'offre de perspectives de solution à la crise en cours.

La deuxième partie aborde la problématique de déni des violations continues des droits de l'homme par le régime de Gitega, surtout à l'approche de la fièvre électorale de 2025 et 2027, ce qui constitue un facteur aggravant de la crise.

La troisième partie, suivie d'une conclusion, met en exergue l'urgence pour les autorités burundaises de prendre des mesures concrètes afin d'améliorer la gouvernance et de respecter les droits humains, des principes sur base desquels se fonde la coopération au développement pour stabiliser la situation socio-économique et politique du pays.

La Rédaction

Le 62^{ème} anniversaire de l'Indépendance célébré dans la morosité : un enjeu électoral 2025-2027

Une population confrontée à une pauvreté extrême depuis plus de trois ans.

Le Burundi a célébré le 62^{ème} anniversaire de son indépendance au moment où il traverse une période de grandes difficultés économiques et sociales depuis plus de trois ans.

Le pays souffre de pénuries sévères de devises et de carburant, ce qui a entraîné une hausse généralisée des prix des produits de première nécessité. La population, déjà confrontée à une pauvreté extrême, doit également faire face à une augmentation de la criminalité et à des violations des droits de l'homme, comme le rapportent de nombreuses organisations nationales et internationales.

Dans sa publication du 18 juin 2024, le journal Africa News s'apitoyait sur le sort du Burundi qui « *semble manquer de tout, sauf de patience* ». Si la tempête de la crise de 2015 dans sa phase répressive et meurtrière des contestataires du troisième mandat de feu Pierre Nkurunziza appartient au passé, le retour à la faveur internationale et aux avantages qui en découlent, comme l'aide au développement, est lent. Comme toujours, ce sont les citoyens ordinaires qui en souffrent le plus. La liste des produits de base en pénurie ces derniers mois va du carburant au sucre. Mais c'est la pénurie d'électricité qui frappe le plus durement, ralentissant les tentatives de reprise économique, fait remarquer Africa News.¹

Le Bulletin SOS-TORTURE avait également consacré son édition du 30 mai 2024 à cette situation en mettant en exergue le manque de volonté politique pour s'attaquer à la mauvaise gouvernance comme source de maux si bien même que le Premier Ministre Gervais Ndirakobuca avait reconnu, devant les députés à l'Assemblée nationale, le 24 avril 2024, qu'il n'a pas de solution à donner face à la crise économique qui frappe le Burundi.²

¹ Africa News, 18 juin 2024, **Au Burundi, pénuries et coupures d'électricité plombent le quotidien**, Lien : <https://fr.africanews.com/2024/06/18/au-burundi-penuries-et-coupures-delelectricite-plombent-le-quotidien/>

² Bulletin de Justice N°70, 30 mai 2024, Des pénuries incessantes : qui ternit l'image du Burundi ? https://sostortureburundi.org/wp-content/uploads/2024/06/Bulletin_Justice_N%C2%B0_70_Mai_2024.pdf

Un discours officiel et la réalité contradictoires : Le Burundi n'est pas un pays pauvre selon Evariste Ndayishimiye.

Alors que le public s'attendait à des perspectives de solution dans le discours de célébration du 62^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burundi, le Président Evariste Ndayishimiye, tout en reconnaissant que beaucoup reste à faire en matière d'indépendance économique notamment, a affirmé que « *le Burundi n'est pas un pays pauvre* » : « *A l'instant, la production est abondante dans tout le pays et ce n'est pas un mensonge. La jeunesse s'active dans la production. Visiblement, la jeunesse n'est pas découragée, sauf les paresseux* » ; en Kirundi « *UBU UMWIMBU MU GIHUGU COSE INZARA URABAZA, AHO NTAKINYOMA KIRIMWO. URWARUKA RWARIJUKIYE IBIKORWA...UBU URAVYE, URWARUKA NTA MWIHEBURO, URUBONAKO, MU MASO KIRETSE IBINEBWE* ». ³

Le même discours n'a pas fait mention des aléas climatiques qui empirent la précarité de la vie des victimes. Des rapports des organisations internationales alertent sur la situation humanitaire alarmante suite au phénomène El Niño qui a occasionné des pluies torrentielles, inondations et glissements de terrain où plus de 237.000 personnes sont affectées (55% sont des femmes), plus de 42.000 déplacées (57% sont des femmes), 29 décès, 175 personnes blessées, depuis le début de la saison des pluies en septembre 2023. Ainsi, au moins 306.000 personnes sont en besoin d'assistance humanitaire urgent. ⁴

Une campagne de séduction qui peine à dissiper le malaise social en plein processus électoral 2025-2027

Le Président Evariste Ndayishimiye a débuté, le 09 juillet 2024 en province de Cibitoke, une tournée baptisée « *caravane inkebuzo* » qui devait le conduire à travers tout le pays, pour s'enquérir des réalisations des jeunes. ⁵ Dans les différentes provinces qu'il a visitées, le Chef de l'Etat a procédé à l'inauguration des immeubles (bureaux des communes, hôtels des opérateurs économiques) en commune de Mugongo-Manga, un site d'élevage en province de Muramvya, etc. ⁶

Le médium pro-gouvernemental « *Ikiriho* », tout en rappelant que « *le rendez-vous des urnes c'est dans moins d'une année pour les législatives et en 2027 pour la présidentielle* », rapporte le cas des femmes en province de Rumonge qui « *n'ont pas manqué de dérouler un tapis de pagnes au couple présidentiel* ». ⁷

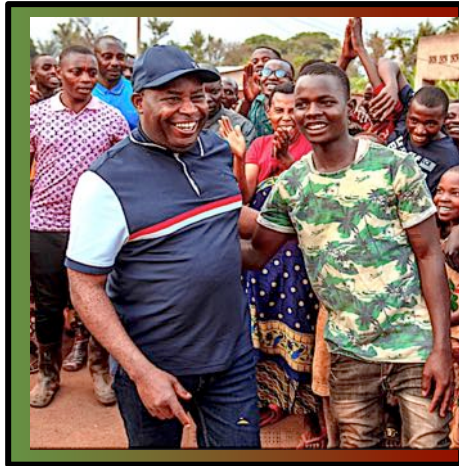
³ Le Mandat, 1^{er} Juillet 2024, [Ijambo rya Ndayishimiye ku musu w'ukwikukira](https://youtu.be/X6MmeHhrmjw?si=jLIHVvV4HtOOBunb), Lien : <https://youtu.be/X6MmeHhrmjw?si=jLIHVvV4HtOOBunb>

⁴ OCHA, 1^{er} Mai 2024, [Burundi: L'impact des inondations \(effets El Niño\) Flash Update No.1 \(As of 26 April 2024\)](https://www.unocha.org/publications/report/burundi/burundi-limpact-des-inondations-effets-el-nino-flash-update-no1-26-april-2024) Lien <https://www.unocha.org/publications/report/burundi/burundi-limpact-des-inondations-effets-el-nino-flash-update-no1-26-april-2024>

⁵ RTNB, 25 Juillet 2024, [Le Président de la République entame la campagne "inkebuzo"](https://www.rtnb.bi/fr/art.php?idapi=8/1/36), Lien : <https://www.rtnb.bi/fr/art.php?idapi=8/1/36>

⁶ RTNB, 25 Juillet 2024, [Caravane Inkebuzo: Inauguration de certaines infrastructures dans la province Bujumbura](https://www.rtnb.bi/fr/art.php?idapi=8/1/46), Lien : <https://www.rtnb.bi/fr/art.php?idapi=8/1/46>

⁷ Ikiriho, 24 Juillet 2024, [Le Président Ndayishimiye fier de son peuple; le peuple toujours confiant en son Président](https://x.com/ikiriho/status/1816055703297036308), Lien : <https://x.com/ikiriho/status/1816055703297036308>



C'est également au cours de la caravane que Ndayishimiye a annoncé en grande pompe, le 17 juillet 2024, à Kirundo, en commune de Busoni, sur la colline de Murehe, la découverte d'une gigantesque mine de cassitérite contenant environ « **12 700 000 tonnes qui ont une valeur de plus de 50 milliards de dollars** », ce qui sortira le Burundi de la pauvreté. (Photo ci-contre)

Il n'a pas manqué de blâmer les colons belges qui, selon lui, ont exploité la mine pendant 50 ans et l'ont par la suite caché aux Burundais : « **Ils disent qu'ils nous aident alors qu'ils ont tout fait pour nous cacher ce trésor sur lequel nous sommes assis. La preuve, les colons belges ont scellé ces mines avec**

du béton armé qu'ils ont ensuite recouvert de terre, avant de planter dessus des arbres pour en faire une réserve naturelle »⁸.

Toutefois, la vérité sur la « **découverte** » de ce gisement reste controversée faute d'études préalables de faisabilité sur son exploitation, malgré l'optimisme du Chef de l'Etat. Pour Faustin Ndikumana, Directeur National de la PARCEM (Paroles et Actions pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités), les Burundais ont depuis longtemps appris l'existence d'importants gisements miniers au Burundi dont le nickel, le cuivre, l'or, récemment les terres rares, mais la problématique réside dans l'exploitation de ces gisements qui ne profitent jamais au pays qui demeure toujours pauvre.⁹

De toute évidence, il s'avère difficile de concilier la campagne présidentielle et le mécontentement public en période de crise socio-économique. A titre d'illustration, au retour de couple présidentiel de la



A droite « un tapis de pagne » sur lequel marche le couple présidentiel en province de Rumonge (source IKIRIHO) A gauche : des tissus-pagnes étalés en attendant le passage du couple présidentiel à Bujumbura (Source : IWACU)

« **caravane inkebuza** » à Bujumbura, le 29 juillet 2024, toutes les activités ont été paralysées, les boutiques fermées sur ordre des miliciens Imbonerakure, administratifs et policiers qui sillonnaient les rues de la zone de Mukaza pour obliger la population d'aller accueillir les Chef de l'Etat.

Des femmes ont été obligées d'apporter des pagnes sur lesquels devait marcher le couple présidentiel, sous peine de sanctions. La coalition de l'opposition CFOR ARUSHA dénonce des mobiles de propagande électoraliste du président Ndayishimiye.¹⁰

Le mécontentement est également perçu à travers des tracts hostiles au pouvoir CNDD-FDD¹¹

découverts ici et là, depuis le 1^{er} juillet 2024, dans la capitale politique à Gitega, y compris dans les

⁸ RFI, 21 juillet 2024, Burundi: **le président Ndayishimiye encense la découverte d'une «fabuleuse» mine de cassitérite**, Lien : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240721-burundi-le-président-ndayishimiye-encense-la-découverte-d-une-fabuleuse-mine-de-cassitérit>

⁹ RPA, **Journal parlé du 30 juillet 2024**, Lien : <https://www.rpa.bi/index.php/nos-journaux-parles/jpf>

¹⁰ Radio Inzamba, Journal du 29 juillet 2024, Lien : <https://inzamba.org/journal-du-29-juillet-2024/>

¹¹ Conseil National de Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie.

enceintes de la Présidence, à Bujumbura, la capitale économique et ses alentours. Des propos virulents contre « *le régime Ndayishimiye et sa clique* » sont véhiculés par ces pamphlets, rappelant les mesures impopulaires prises d'interdire la circulation des motos, des tricycles et des vélos au centre-ville de Bujumbura, la famine qui frappe de plein fouet la population, le manque de carburant, la dévaluation de la monnaie, les cas de tueries, d'enlèvements, d'emprisonnements arbitraires signalés dans le pays.¹²

Le malaise social croissant est également perceptible à travers l'homélie sur « *les brebis sans berger* »¹³ qui a défrayé la chronique sur les réseaux sociaux, prononcée, le 21 juillet 2021, à la Cathédrale Régina Mundi par l'Abbé Viateur Ntarataze où il a blâmé les responsables qui restent indifférents face aux longues files de gens faisant la queue, du matin au soir, pour ceci ou pour cela, et qui se complaisent à dire que tout est pour le mieux. Il a émis le souhait « *que les mauvais bergers qui plongent les moutons dans la misère noire soient démis et punis pour que les moutons soient confiés aux bons bergers qui prendront bien soin d'eux. Quant à ceux qui s'amuse à les arracher les poils, le Seigneur va les arracher les dents* ».

Entre-temps, Gitega fait toujours la sourde oreille aux appels pour le respect des droits humains...



L'Ambassadrice Elisa Nkerabirori réagissant à la présentation du Rapporteur Spécial de l'ONU sur les droits de l'homme au Burundi.

Au moment où différentes organisations des droits humains, tant nationales qu'internationales, ne cessent de tirer la sonnette d'alarme sur les violations continues des droits humains, le Gouvernement fait toujours la sourde oreille aux appels pour le respect de ses engagements de consolidation de l'Etat de droit sur base desquels se fonde la coopération au développement et la relance économique.

Cette attitude a été de nouveau affichée par l'Ambassadrice du Burundi en Suisse, Madame Elisa Nkerabirori, lors de la 56^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme, au cours de la

séance du dialogue interactif sur le Burundi tenue à Genève le 4 juillet 2024.

En effet, le Rapporteur Spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Burundi, Zongo Fortuné Gaëtan, a attiré l'attention des participants sur le contexte sécuritaire volatil qui prévaut au Burundi, une impunité généralisée, une tolérance à l'égard des violations des droits de l'homme particulièrement celles commises par les Imbonerakure, une milice des jeunes affiliés au parti au pouvoir, par la police et par le Service National de Renseignement (SNR).

¹² Radio Peace FM, BURUNDI : DES TRACTS EN CASCADE, EXPRESSION D'UN MALAISE POLITICO-SOCIAL, <http://radiopeacefm.com/magazine-d-investigation/article/burundi-des-tracts-en-cascade-expression-d-un-malaise-politico-social>

¹³ IWACU, 24/07/2024 Eglise catholique : « Si les moutons étaient des fauves, ils dévoreraient à belles dents tout berger indigne » Lien : <https://www.iwacu-burundi.org/si-les-moutons-etaient-des-fauves-ils-devoreraient-a-belles-dents-tout-berger-indigne/>

Il a en outre déploré que « *l'espace civique est verrouillé et ne permet pas l'expression de voix dissidentes. Plusieurs journalistes et représentants de la société civile ont fait l'objet d'arrestations, de détentions arbitraires, de harcèlements et d'intimidations ...* » Il a précisément évoqué le cas de Floriane Irangabiye et de Sandra Muhoza, deux femmes journalistes aujourd'hui détenues arbitrairement, tout en plaidant pour leur libération.

Le Rapporteur Spécial a également souligné qu'à la veille des prochaines élections législatives et municipales de 2025, puis présidentielles en 2027, « *le Burundi a initié d'importantes réformes législatives notamment son Code électoral et la loi régissant la presse, malheureusement sans une large consultation et participation de l'ensemble des acteurs clés* ». ¹⁴

Au lieu de répondre aux défis soulevés par le Rapporteur Spécial, l'Ambassadrice du Burundi à Genève s'est plutôt attaquée à son mandat qui, selon elle, prend naissance pendant la crise de 2015, en le qualifiant de « *mécanisme mis en place sur base de la calomnie et d'infamie à l'endroit de ses instances étatiques et de toute une population* ».

Pour elle, ceux qui légitiment le maintien de ce mandat sur la situation des droits de l'homme au Burundi depuis la session de septembre 2023 ont l'objectif « *d'enclencher une procédure précoce dans le contexte pré-électoral pour que le Burundi soit sous surveillance avant, pendant et après les élections de 2025* » Elle a martelé en regrettant que ledit mandat « *est volontairement maintenu et étendu dans le temps en vue d'asphyxier les institutions démocratiques, républicaines, pour des raisons qui ne sont autres que géopolitiques* ».

Au cours de ces assises, la plupart des représentants des Etats partenaires du Burundi en matière de développement socio-économique comme les États-Unis, l'Union Européenne, la France et les Pays-Bas, sont revenus avec insistance sur la nécessité des investigations en matière de violations des droits de l'homme dont les disparitions forcées, la réforme du système judiciaire, le respect des engagements du Burundi en matière des droits de l'homme dont le libre exercice des libertés publiques ainsi que la nécessité de collaborer avec les mécanismes des Nations Unies, dont le Rapporteur Spécial. ¹⁵

Cette position gouvernementale hostile à la collaboration effective avec le Conseil des Droits de l'Homme, combinée à une mauvaise gouvernance, reste parmi des principaux facteurs qui freinent les investissements étrangers et la coopération effective avec les partenaires techniques et financiers, aggravant ainsi la crise socio-économique qui frappe toujours de plein fouet le pays.

¹⁴ Présentation orale de M. ZONGO Fortuné Gaetan, RAPPORTEUR SPECIAL DES NATIONS UNIES SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU BURUNDI, 56ème session du Conseil des Droits de l'Homme 4 Juillet 2024 En ligne

¹⁵ Le Mandat, 4 Juillet 2024 : ONU-Burundi : Dialogue interactif avec le Rapporteur Spécial Gaetan Zongo, Lien <https://www.youtube.com/watch?v=jgMzWJyngZQ>

L'impérieuse nécessité de saisir la main tendue par les partenaires dont la Banque Mondiale



Le Président Evariste Ndayishimiye (au milieu) entouré par la délégation de la Banque Mondiale

Du 4 au 7 juillet 2024, une forte délégation de la Banque Mondiale a effectué une visite au Burundi au cours de laquelle elle a rencontré différentes autorités politiques dont le Chef de l'État, certains membres du gouvernement, des gestionnaires des projets nationaux appuyés par la Banque Mondiale ainsi que des acteurs de la société civile, du secteur privé et des partenaires au développement. Ils ont discuté de leur rôle dans le programme de développement du pays.

L'objectif était de rencontrer les autorités du pays avec lesquels ils ont échangé sur les priorités du développement du Burundi, notamment la qualité de la gouvernance, l'amélioration du cadre macro-financier dont le sujet de change et des réserves de devises. La délégation a également visité les projets menés par la Banque Mondiale.¹⁶

Selon des sources concordantes contactées par la Radio Publique Africaine (RPA), une telle délégation de la Banque Mondiale ne se déplace qu'en cas d'une situation grave. Constituant le groupe de décideurs de la Banque Mondiale, cette délégation se rend sur terrain pour s'enquérir des problèmes à l'origine de la mauvaise collaboration avec cette institution mondiale. Pour le cas du Burundi, la RPA précise que les relations ne sont pas déjà bonnes entre le Burundi et la Banque Mondiale, car Gitega ne respecte pas les exigences de cette banque et arrive au point même où des financements octroyés par cette banque ne sont pas utilisés dans leur grande partie.¹⁷

Cette observation est également partagée par Faustin Ndikumana, Directeur national de l'organisation PARCEM qui estime que même si le pays a besoin d'assez de ressources financières pour endiguer la crise économique (inflation galopante, dette publique, dépréciation monétaire, etc.), « *l'accès au financement extérieur suit un certain nombre de critères. Excepté la capacité d'absorption qui pose toujours problème, la coopération financière avec la Banque Mondiale relève d'un long processus pour valider les programmes et projets jusqu'au décaissement du moindre centime* ». ¹⁸

¹⁶ BurundiEco, 12 Juillet 2024, Burundi : le financement de la Banque mondiale va crescendo, Lien : <https://burundi-eco.com/burundi-le-financement-de-la-banque-mondiale-va-crescendo/>

¹⁷ RPA, 9 Juillet 2024, Burundi : La situation économique critique fait bouger les décideurs de la Banque Mondiale, Lien : <https://www.rpa.bi/index.php/actualites/5economie/burundi-la-situation-economique-critique-fait-bouger-les-decideurs-de-la-banque-mondiale>

¹⁸ Yaga Burundi, 25 Juillet 2025, **Que retenir de la visite des administrateurs de la Banque mondiale ?** Lien : <https://www.yaga-burundi.com/visite-administrateurs-banque-mondiale/>

Quant à l'Union Européenne (UE), un autre partenaire traditionnel présent au Burundi depuis 1978, elle a normalisé de nouveau ses relations avec le Burundi depuis février 2022 en mettant fin aux mesures appropriées de l'article 96 de l'Accord de Cotonou.

Cette décision faisait suite au dialogue politique intense, entamé après les élections générales de mai 2020, et les réformes initiées par les autorités en matière de bonne gouvernance. Ce partenariat entre l'UE et le Burundi permet d'échanger de manière continue sur des valeurs partagées dont la préservation de l'espace politique, le respect des droits humains mais aussi la protection de l'environnement.¹⁹

Bref, les principes de bonne gouvernance et de respect des droits humains sont à la base d'une coopération agissante et mutuellement fructueuse avec les partenaires techniques et financiers. Cela doit être pris en compte dans la stratégie de développement du pays à court terme, moyen terme et long terme d'où l'impérieuse nécessité pour le Gouvernement du Burundi de saisir la main tendue par ses partenaires en mettant en œuvre ses propres engagements régionaux et internationaux en matière de consolidation de l'Etat de droit afin de sauver le pays du désastre économique et financier en cours.

¹⁹ EEAS, 9 Juin 2023, **L'Union européenne et le Burundi**, Lien : https://www.eeas.europa.eu/burundi/lunion-europeenne-et-le-burundi_fr?s=87

Conclusion

Le Burundi se trouve à la croisée des chemins où l'économie nationale poursuit sa descente aux enfers face aux grandes difficultés économiques et sociales qui aggravent la paupérisation de larges couches de la population.

C'est dans ce climat délétère que le 62^{ème} anniversaire de l'indépendance du pays a été célébré sans que le discours officiel n'offre des perspectives de solution à la problématique urgente des pénuries sévères de devises et de carburant qui entraîne une hausse généralisée des prix des produits de première nécessité.

Bien plus, la course électorale de 2025 et 2027 approche pendant qu'on assiste encore à des violations des principes démocratiques, de liberté et des droits politiques qui risquent d'alimenter une fois de plus une instabilité politique et sécuritaire à l'instar des périodes similaires antérieures.

De leur côté, les hautes autorités du pays continuent de nier ces violations comme en témoigne le récent dialogue interactif sur le Burundi du 4 juillet 2024 à Genève où la représentante de l'Etat du Burundi n'a pas daigné répondre aux préoccupations de violations des droits humains soulevées par le Rapporteur Spécial de l'ONU sur les droits de l'homme au Burundi.

Il est alors grand temps qu'en lieu et place des discours démagogiques et propagandistes, niant la réalité de la pauvreté et des violations des droits de l'homme au Burundi, les autorités prennent des mesures concrètes pour créer des conditions de stabilité politique et économique par la mise en œuvre des principes de bonne gouvernance et de respect des droits humains, notamment dans la coopération bilatérale et multilatérale au développement pour l'intérêt supérieur de l'Etat et des citoyens.

Le climat politique doit impérativement être assaini et détendu à la veille de la fièvre électorale de 2025 et 2027 par l'élargissement de l'espace démocratique et le dialogue en vue de répondre aux préoccupations des populations véhiculées à travers les médias indépendants, les réseaux sociaux, les confessions religieuses etc.

C'est au prix de ces efforts d'ouverture et de dialogue inclusif avec toutes les parties prenantes au sein de la classe politique et des acteurs non étatiques que les obstacles au retour à la stabilité politique et socio-économique, découlant largement de la crise de 2015, seront levés dans l'intérêt de tous.
